

Non-alignés

Cent dix-huit délégués dont quelque cinquante-cinq chefs d'Etat et de gouvernement, réunis ces jours-ci à La Havane pour le 14^e sommet du Mouvement des non-alignés, sont à la recherche d'une nouvelle raison d'être pour leur organisation. L'expression « non-alignés » a été forgée par Nehru en 1954, en pleine guerre froide entre les Occidentaux et les Soviétiques.

L'année suivante, la conférence afro-asiatique de Bandung, en Indonésie, rassemblait quelques-uns des ténors qui allaient se retrouver six ans plus tard au premier sommet des non-alignés à Belgrade : le Yougoslave Tito, l'Égyptien Nasser, l'Indien Nehru, l'Indonésien Sukarno... Le chef de la révolution cubaine, Fidel Castro, qui se remet péniblement d'une grave opération, est le dernier survivant de cette génération.

Les objectifs des premiers non-alignés étaient simples à énoncer : refuser l'antagonisme entre les deux blocs idéologico-militaires qui se partageaient alors le monde ; se tenir à égale distance des États-Unis et de l'URSS et essayer de tirer le meilleur parti de la rivalité entre les deux. La recherche de cette « troisième voie » entre le capitalisme et le communisme soviétique n'a pas toujours connu un grand succès, mais au moins le non-alignement avait-il un sens.

La disparition du camp socialiste a changé la donne. Le mot « non-alignés » est resté, mais depuis les années 1990, le Mouvement se caractérise par une hostilité à sens unique envers les États-Unis. Au sommet de La Havane, le président vénézuélien, Hugo Chavez, que Fidel Castro a adoubé comme nouveau chef de la révolution socialiste, tente de fédérer l'organisation autour de l'anti-américanisme. La tâche est difficile, car, si les dirigeants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont prêts à dénoncer « l'hégémonie » américaine, ils ne sont pas tous disposés à rompre des lances avec Washington.

Beaucoup mènent dans leur pays une politique économique libérale, tandis que pour d'autres le maintien au pouvoir dépend des subsides américains. Ils restent ainsi modérés dans leurs critiques. Ils ont insisté pour que soient gommés des résolutions de La Havane les passages les plus virulents, qu'il s'agisse de la politique israélienne ou de l'Irak. Ils ont d'ailleurs accueilli dans leurs rangs les nouveaux dirigeants de ce pays élus avec la bénédiction de Washington.

Un thème au moins les réunit : la réforme de l'ONU. Ils militent pour la « démocratisation » de l'organisation, pour l'augmentation des pouvoirs de l'Assemblée générale – où ils sont majoritaires – contre le Conseil de sécurité dominé par les grandes puissances et pour l'élargissement de ce même Conseil. Les divergences réapparaissent toutefois quand il s'agit de savoir qui devrait en bénéficier. C'est une des raisons pour lesquelles la réforme de l'ONU, aussi nécessaire soit-elle, n'est pas pour demain. ■

Les modèles blairiste et suédois survivront

Tony Blair en Grande-Bretagne, Göran Persson en Suède. Deux éminences de la gauche européenne sont poussées hors de la scène. Pour Tony Blair, c'est décidé, il ne reste plus qu'à savoir la date. Pour Göran Persson, les élections devaient trancher dimanche 17 septembre et il était impossible d'anticiper le résultat, mais en Suède où les sociaux-démocrates ont régné soixante-cinq des soixante-quatorze dernières années, cette sorte de « ballottage » peut déjà s'assimiler à une défaite.

La « troisième voie » blairiste, comme le « modèle suédois », en échec ? Pour tous ceux qui paraissent dans ces deux pays une source d'inspiration, le revers paraît rude. Il n'en est rien.

Il faut d'abord ne pas se méprendre : la cause principale des déboires des deux premiers ministres est la même, la « fatigue » comme disent les Américains, l'usure du pouvoir. « Dix ans ça suffit ! », loi d'airain en démocratie. Au fil des années, les travers de leur personnalité, hier tolérés, ont fini par énerver : Blair parce que ce n'est un filou (les excès de sa communication) et qu'il dédaigne trop ouvertement les députés de base du Labour. Göran Persson parce qu'il est devenu arrogant, qu'il a fait le vide autour de lui et que cela choque l'humilité protestante des Suédois.

Le peuple semble pourtant ingrat. Grande-Bretagne et Suède affichent une croissance enviable en Europe (2,6 % pour la Grande-Bretagne cette année et 3,4 % pour la Suède) et chacune peut se

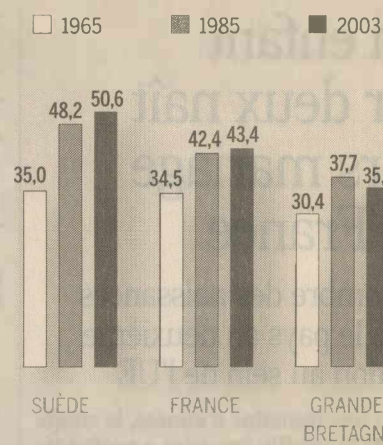
glorier d'un taux de chômage réduit (respectivement 5,4 % et 5,7 %). Cette réussite est structurelle : les deux pays ont réussi à trouver leur place dans l'économie mondialisée grâce à l'économie de services pour l'une (1,2 million d'emplois créés dans la finance depuis dix ans), grâce à de forts investissements dans la recherche-développement et par une réforme radicale de l'Etat-providence pour l'autre.

La stratégie des deux pays est la même : tout faire pour accélérer la croissance. Mais la tactique diffère. Tony Blair veut mettre au travail le plus de gens possible, Göran Persson mise sur la productivité élevée de ceux qui ont un travail. L'un joue des lois libérales du marché du travail, doublées d'un suivi individuel des chômeurs pour les remettre en selle, l'autre sur la haute qualité de la main-

d'œuvre. Qu'est-ce qui a cloché ? Disons, la correction des défauts du système. En Grande-Bretagne, Tony Blair a compris qu'il devait améliorer la productivité du pays, donc l'éducation, la santé, les transports, bref, les services publics que M^{me} Thatcher avait ruinés avec détermination. La demande populaire sur ces sujets était et reste très forte. Il a levé des impôts pour investir des milliards de livres en cherchant, dans un donnant-donnant avec les fonctionnaires, à améliorer l'efficacité de ces services. Mais les Anglais, sceptiques, ont vu le fisc, pas l'école. Ils reprochent au gouvernement d'avoir dépensé leur argent sans véritable retour.

La France entre deux

► LES RECETTES FISCALES DE L'ÉTAT EN POURCENTAGE DU PIB



Source : OCDE

En Suède, même chose. Le modèle intègre les personnes très qualifiées mais ne sait que faire des autres. Le gouvernement les a mis « en formation » ou les a, purement et simplement, rayés des listes de l'ANPE, en les classant comme « handicapées ». Nous sommes en Suède, elles sont payées à vie. Mais l'opposition de droite s'est unie pour dénoncer cette « exclusion du travail » d'un million de Suédois et pour pointer du doigt les abus et les comportements parasitaires que les sociaux-démocrates auraient encouragés et qui, par leur nombre, « remettraient en cause l'équilibre général du modèle » (Hakan Bengtsson dans La vie des idées, septembre 2006).

Que proposent les détracteurs de MM. Blair et Persson ? Continuer. C'est, au-delà du changement des têtes, la vraie leçon à retenir.

Outre-Manche, le rival au sein du Labour, Gordon Brown, va modifier la politique étrangère dans un sens moins atlantiste (la guerre en Irak) mais aussi moins européen. Concernant l'économie et le social, celui qui a été chancelier de l'Echiquier depuis neuf ans a dit qu'il poursuivrait la politique qu'il a conduite avec M. Blair. Quant à la droite britannique, elle se refait doucement une santé depuis qu'elle a abandonné l'ultra-libéralisme thatcherien. Son leader, David Cameron, parle de justice sociale : « Sous sa direction, les Tories ont cessé d'exploiter les peurs nées de l'immigration et de promettre des baisses d'impôts aux dépens des services publics », note *The Economist* (16 septembre).

En Suède, Fredrick Reinfeldt, leader de l'Alliance, a compris que la droite se casserait toujours les dents si elle propose des mesures libérales et des baisses d'impôts qui sont ressenties par les Suédois comme des menaces sur la protection sociale. Son programme se résume, selon les commentateurs, à « faire comme les sociaux-démocrates, mais mieux ». Il va libéraliser un peu le marché du travail et faciliter les embauches, mais rien modifier de fondamental.

Résumons : les modèles survivront aux changements. La politique économique d'accélération de la croissance est un succès incontesté ; la politique sociale est sur la sellette. L'électeur suédois accepte les impôts, le Britannique moins, mais tous deux en veulent pour leur argent. Devenus hyper-exigeants vis-à-vis des services publics et de l'Etat-providence, ils font chèrement payer l'inefficacité et les abus. A bon entendre... ■

Réforme par Pessin

VA SUR MON SITE,
TU TROUVERAS TOUS
LES TRUCS POUR
ÉCHAPPER AU SERVICE
CIVIQUE.



Pessin

Les élus, l'Etat et le logement

Laurent Fabius a lancé la proposition, et la question se posera en cas d'élection d'un socialiste à la présidentielle de 2007 : l'Etat se substituera-t-il aux maires qui ne respectent pas l'obligation de 20 % de logements sociaux dans les grandes villes ? Ce nouvel épisode dans le feuilleton des polémiques autour de la loi SRU de décembre 2000 illustre les interrogations liées à la mise en œuvre de la décentralisation, en matière d'urbanisme et de logement.

Cette nouvelle organisation des pouvoirs a confié aux maires, dans les années 1980, la responsabilité décisive de la délivrance des permis de construire, dès lors que la commune est dotée d'un Plan local d'urbanisme (PLU, ex-POS). Or le logement et l'urbanisme se situent au carrefour d'enjeux sociaux, sociétaux, démographiques, économiques ; mais aussi environnementaux, paysagers... Certaines collectivités réalisent des prouesses, utilisent leurs pouvoirs pour retenir les commerces de centre-ville, innover, concilier petit budget et rêve de maison individuelle ; d'autres non.

Dans les grandes villes, la décentralisation a plutôt compliqué la mise en œuvre d'orientations urbanistiques cohérentes en multipliant les acteurs. « L'égoïsme communal », qui conduit certains maires, en phase avec leurs administrés, à limiter au minimum la mixité sociale, s'y

crystallise sur les polémiques autour du seuil de 20 %. Mais le pouvoir communal, et non intercommunal dans ce domaine, a aussi produit les entrées de villes défigurées par les alignements de panneaux publicitaires, la multiplication désordonnée des zones commerciales.

Les maires eux-mêmes ont conscience de l'inadaptation de la loi aux évolutions urbaines. Certains d'entre eux, en particulier ceux de l'Association des maires de grandes villes de France, présidée par Jean-Marie Bockel (PS), plaident pour un transfert aux agglomérations des compétences de logement et d'habitat.

ANALYSE

JEAN-LOUIS ANDREANI

Moins aiguës, les difficultés se rencontrent aussi dans les petites communes, où s'exerce de plus en plus une demande de construction, si possible en maison individuelle avec jardin, souvent isolée des voisins. Pour garder l'école et le bureau de poste, pour soulager le budget communal grâce aux subventions et aux taxes locales, chaque maire souhaite, de façon très légitime, avoir plus d'habitants. Certains savent gérer et encadrer leur croissance, d'autres ouvrent les vannes. Les PLU laxistes ou non respectés, les bourgs encerclés par des zones pavillonnaires sans commerces ni lieux de vie, identiques du nord au sud de la France, témoignent de ces embêtements. A l'inverse, certains élus excluent presque tout nouvel arrivant.

Dans les plus petits villages, l'Etat, en confiant aux maires les permis de construire, a souvent mis ces derniers dans une situation impossible : la relation de proximité est trop forte pour résister aux pressions, quand il s'agit de son voisin, d'un membre de sa famille, du plus gros exploitant agricole de la commune...

Les communes des zones touristiques sont souvent au centre de vives polémiques. Les « élus bétonneurs », qui militent pour un assouplissement des lois littoral et montagne, y sont accusés de favoriser le grignotage du paysage. Le contexte fiscal et économique pousse les élus à construire du logement privé ou des résidences de tourisme. La préservation de l'environnement leur cause plus de soucis qu'elle ne produit de ressources et de développement économique. Les maires qui résistent en sont d'autant plus méritants.

L'Etat n'a pas de leçons à donner aux élus : ce sont ses préfets qui ont permis, dans les années 1970, le massacre de nombreux centres-villes anciens et le bétonnage d'une partie du littoral. Mais les problèmes qui se cristallisent aujourd'hui autour de ces questions, dans un contexte de hausse des prix et de crise durable du logement, appellent une réponse. Parmi les chantiers qui se présenteront au président élu en 2007, il ne serait pas absurde que figure une remise à plat du partage des rôles entre l'Etat, les élus, et entre les élus eux-mêmes. ■

Société éditrice du Monde SA
Président du directoire : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani
Pierre Jeantet, directeur général
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain
Directeur général adjoint chargé de la presse régionale : Noël Jean Bergeroux
Directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur délégué : Gérard Courtois, directeur général délégué : Patrick Collard
Directeur des rédactions : Gérard Courtois
Directeur de la rédaction : Eric Fottorino
Rédacteurs en chef : Alain Frachon (*Le Monde 2*), Laurent Grellsamer, Patrick Jarreau, Michel Kajman
Sylvie Kauffmann et Franck Nouchi (*Le Monde des livres*)
Responsable de la conception : Eric Azan
Directeur artistique : Quentin Leeds, chef d'édition : Françoise Tovo
Délégué général : Olivier Biffaud, secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco
Médiateur : Robert Solé
Directeur des relations internationales : Daniel Verniet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président, Marie-Béatrice Baudet, vice-présidente
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)
Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA
Durée de la société : quatre-vingt-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 149 017 497 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés. Société des rédacteurs du Monde, Société des cadres du Monde, Société des employés du Monde, Société des personnels du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Société des personnels du groupe des publications de la Vie catholique, Association Hubert Beuve-Méry, Société des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Investimonde.
Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13
Tél. : 01-57-28-20-00 ; télex : 202806F ; télécopieur : 01-57-28-21-21
Courrier des lecteurs : par télécopie : 01-57-28-21-74
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr
Médiateur : mediateur@lemonde.fr
Abonnements : Par téléphones : de France 0-825-000-778 (0,15 TTC/min) ; de l'étranger (33) 3-44-33-80-48. Sur Internet : www.lemonde.fr/abojournal/
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 TTC/min)
Tarif 1 an : France métropolitaine : 349 €
Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; finances : http://finance.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr ; Immobilier : http://immobilier.lemonde.fr
Télématique : 3615 lemonde ; Documentation : http://archives.lemonde.fr
Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
« Le Monde » sur microfilms : 03-88-04-28-60

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0707 C. 8197 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gumbourg
94852 Ivry Cedex



Président : Patrick Collard
Directeur général : Stéphane Corre
80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13

